

ÉCLAIRAGES

Baromètre de la perception du chômage

Étude de l'Unédic réalisée avec l'institut ELABE

Terrain réalisé du 17 juin au 6 juillet 2020

Septembre 2020

Unédic

ELABE

Contexte

Cette note présente les enseignements du baromètre Unédic de la perception du chômage, réalisé en collaboration avec l'institut Elabe. En cohérence avec les missions de l'Unédic, gestionnaire de l'Assurance chômage et aide à la décision des partenaires sociaux, ce baromètre vise à approfondir la connaissance sur le chômage en objectivant les perceptions et les opinions qui s'expriment sur ce champ.

Cette « étude miroir » sur le chômage met en regard les perceptions des Français (échantillon représentatif de la population) et des demandeurs d'emploi (issus du Fichier national des allocataires), interrogés au sortir de la période de confinement.

Après une première vague publiée en avril dernier, ce second volet analyse les effets de la crise sanitaire Covid-19 et de la période de confinement sur l'opinion.

À noter

Afin de mesurer l'évolution de l'opinion sur le chômage et les demandeurs d'emploi tout au long de la crise Covid-19 et quant à ses conséquences économiques, une 3ème vague du baromètre sera conduite en 2021. Elle pourra être partagée lors d'une réunion du Bureau au 1er semestre 2021. Comme précédemment, plusieurs publications thématiques seront produites à partir du baromètre, au fil des mois à venir : focus thématique, focus sur certains publics (femmes, catégorie DEFM, etc).

SOMMAIRE

Synthèse	p 3
Résultats détaillés	p 4
▶ Crise sanitaire et confinement : qu'est-ce qui a changé dans les perceptions ?	p 4
▶ Une perception du chômage, entre victimisation et soupçon, profondément ancrée et polarisée	p 5
▶ Comment se structurent les représentations du chômage et des chômeurs en France ?	p 6
Méthodologie de l'étude	p 8

Une amplification des craintes des Français sur l'emploi

La crise sanitaire¹ a confirmé la place centrale du travail dans la vie des Français (83%, +4 points) et tous ont la conviction que le chômage peut toucher tout le monde (93%). La très forte augmentation du sentiment de dégradation de la situation de l'emploi (+27 points) traduit de véritables craintes.

Pour autant, l'activité partielle n'a pas d'effet sur l'opinion

Les Français dissocient nettement l'activité partielle (« chômage partiel ») du « chômage ». Bien qu'un Français sur deux déclare avoir été concerné de près ou de loin par l'activité partielle, cette période, jugée comme transitoire et globalement bien vécue par les bénéficiaires, n'a pas eu d'impact sur leur perception du chômage et des demandeurs d'emploi.

Des Français encore plus attachés à la fonction protectrice de l'Assurance chômage...

Face à la crise, la perception des allocations chômage en tant que droit utile et bouclier protecteur se confirme. Elles sont considérées comme un droit (88%) qui permet aux chômeurs de vivre dignement (87%) et de lutter contre la pauvreté (79%, +4 points). Dans le même temps, l'attachement à l'Assurance chômage se renforce (65%), notamment parce qu'elle a été jugée « à la hauteur » pendant la crise (61%).

... mais portant un regard toujours intransigeant à l'égard des « chômeurs »

Si le chômage est toujours perçu par les Français comme une situation subie et non choisie (78%), les représentations des « chômeurs » sont toujours très ancrées. Elles se sont même fortement polarisées, entre bienveillance teintée de misérabilisme et un soupçon croissant quant à la volonté des demandeurs d'emploi de retrouver une activité. On note que l'écart se creuse encore entre le vécu du chômage et la perception. Les intéressés s'estimant persévérants (87%), dynamiques (87%), courageux (82%) et sociables (74%). Comme en avril dernier, les Français les perçoivent comme des individus fragiles, qui se sentent dépendants de la société (78%) et malchanceux (74%).

Une présomption erronée de « bienveillance » accrue en période de crise

Tandis que 4 demandeurs d'emploi sur 10 sont convaincus que les Français leur portent un regard critique, l'opinion négative qu'ils prêtent aux Français sur les « chômeurs » recule très fortement sur 4 mois (-12 points). Cela traduit le sentiment d'une bienveillance renforcée face à la dureté de la crise. Or, le regard des Français s'est au contraire durci dans la période : 38% considèrent que les demandeurs d'emploi sont des personnes assistées (+5 points), qui perçoivent des allocations chômage trop élevées (36%, +4 points), et qu'une partie d'entre eux fraude (35%, +4 points).

Une cartographie de la France fracturée

Sous l'effet d'une polarisation accrue des perceptions du chômage, quatre groupes structurent l'opinion. La seule ligne de convergence qui efface les clivages, notamment politiques, est le sentiment de vulnérabilité au « risque chômage », unanime et qui s'amplifie au sortir du confinement.

¹ Evolutions par rapport au premier volet du Baromètre Unédic, réalisée du 24 février au 9 mars 2020.

Crise sanitaire et confinement : qu'est-ce qui a changé dans les perceptions ?

La crise sanitaire et le confinement ont consolidé la valeur sociale accordée au travail : pour 83% des Français, il occupe (ou a occupé) une place importante dans leur vie (+4 points)².

Le travail reste avant tout le moyen de **subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille** (59%, -4 pts), un besoin particulièrement évoqué par les demandeurs d'emploi (68%, -2 pts), mais il répond aussi à des aspirations personnelles : **faire ce que l'on aime faire** (47%, -3 pts), **se sentir utile** (43%) et **développer de nouvelles compétences** (27%). 7 Français sur 10 considèrent que leur travail (ou leur dernier travail) répond à ces attentes.

La crise sanitaire et économique amplifie les craintes liées à la situation de l'emploi en France : pour 73% des Français, cette situation se dégrade, un sentiment en forte augmentation (+27 pts). Une forte dégradation perçue de façon homogène par l'ensemble des catégories de Français, quel que soit leur rapport à l'emploi : demandeurs d'emploi (75%, +12 pts), actifs en emploi ayant bénéficié de l'activité partielle (72%) ou non (73%). Cette peur est alimentée par une large surestimation du taux de chômage (16,3% en moyenne, +2.1 points par rapport à la vague 1) et une connaissance souvent erronée de la situation de chômage ou du nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (6 Français sur 10).

La conviction que le chômage peut toucher tout le monde reste donc fortement présente : pour la quasi-totalité de la population française (93%), tout le monde peut connaître une période de chômage au cours de sa vie professionnelle. La plupart jugent ainsi qu'il n'y a pas de « chômeur type ».

L'idée que personne n'est véritablement à l'abri est alimentée par la **proximité plus ou moins grande de 7 Français sur 10 avec la situation de chômage** :

12% (+2 pts) sont actuellement demandeurs d'emploi

46% (-3 pts) ne le sont pas mais l'ont déjà été

12% (+2 pts) des Français n'ont jamais été demandeurs d'emploi mais ont actuellement un proche au chômage.

Le dispositif d'activité partielle a concerné directement ou indirectement 1 Français sur 2 : 17% (soit 32% des actifs en emploi) déclarent avoir été bénéficiaires de ce dispositif, et 34% ont un proche qui en a bénéficié.

Mais « chômage » et « chômage partiel » sont perçus comme deux univers strictement distincts.

Presque aucun lien n'est spontanément établi entre ces deux situations : lorsque les Français lisent ou entendent le mot « chômeur » moins de 1% évoquent le « chômage partiel ». Ce lien est même parfois explicitement rejeté : « *les chômeurs partiels sont de faux chômeurs* », « *le chômage partiel, accordé temporairement par l'Etat n'est pas représentatif du vrai chômage* », ou encore « *le chômage en lui-même ne peut pas être comparé à ce chômage partiel* »³.

La plupart (83%) des bénéficiaires de l'activité partielle ne se sont pas sentis « chômeurs », une proportion qui monte à 90% chez les actifs ayant été en activité partielle sur une partie seulement de leur temps de travail.

Si ces deux univers se distinguent autant, c'est aussi parce que l'activité partielle est mieux vécue que la période de chômage : 77% n'ont pas eu le sentiment de perdre des compétences (contre 50% des demandeurs d'emploi en période de chômage) et 75% ne se sont pas sentis malchanceux (contre 43% des demandeurs d'emploi qui ont eu ce sentiment pendant leur période de chômage).

L'activité partielle est pour tous un dispositif de solidarité hors de l'ordinaire et transitoire, très bien perçu :

Il a permis de maintenir en grande partie le niveau de revenus des salariés (84%)

Il a permis de lutter contre la destruction d'emplois pendant la crise sanitaire (81%)

Il est le système le plus généreux d'Europe (77%)

Il va permettre de faciliter la reprise économique (66%)

² Evolutions par rapport au premier volet du Baromètre Unédic, réalisée du 24 février au 9 mars 2020.

³ Verbatim issu de la question ouverte (aucun item de réponse suggéré) posée aux personnes bénéficiaires ou qui ont un proche bénéficiaire du dispositif d'activité partielle : « *Qu'est-ce qui a changé dans l'image que vous avez des chômeurs ?* ».

Sans remettre en cause sa nécessité dans le contexte de crise, quelques limites à ce dispositif sont identifiées : pour 2 Français sur 3, beaucoup d'entreprises « *en ont abusé* » pour ne pas avoir à payer leurs salariés, et il n'a fait que retarder la cessation d'activité d'entreprises qui allaient déjà mal.

Si la perception du chômage et des chômeurs est fortement influencée par le positionnement politique, ce dispositif en efface les clivages et emporte l'adhésion de la majorité des électors. À l'exception de son impact sur la dette publique où le clivage gauche-droite refait surface :

l'État s'est montré trop généreux pour 27% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon du 1^{er} tour de la présidentielle 2017, contre 53% des électeurs de François Fillon.

Au total, l'expérience même de l'activité partielle change peu le regard sur les chômeurs. Ainsi, l'hypothèse initiale d'une « proximité du chômage » accrue impactant l'opinion est à pondérer. Si 54% des personnes qui ont connu une période de chômage déclarent que ce moment de vie a fait évoluer l'image qu'ils avaient des chômeurs, seuls 29% des personnes qui ont connu une période d'activité partielle sont dans ce cas.

Une perception du chômage, entre victimisation et soupçon, profondément ancrée et polarisée

La responsabilité du chômage en France incombe, selon les Français, aux évolutions de la société (67%) et aux entreprises (52%). Elle est relativement peu imputée aux chômeurs eux-mêmes (36%). Ainsi, 30% des Français estiment que le chômage est lié au poids des charges sociales des entreprises, 28% mettent en avant la destruction d'emplois par l'évolution des technologies et 26% (-3 pts) insistent sur la tendance des entreprises à faire plus avec moins de collaborateurs. Sans bouleverser cette hiérarchie, la crise sanitaire produit une augmentation sensible des causes économiques du chômage : délocalisations à l'étranger (39%, +5 pts), faiblesse de la croissance économique (25%, +5 pts) et manque de postes à pourvoir (22%, +3 pts) sont en progression.

La crise ne modifie pas le regard que portent les Français sur les chômeurs : la perception d'un chômeur « victime » d'une situation subie demeure. Une majorité des non-demandeurs d'emploi imagine que les demandeurs d'emploi vivent leur période de chômage en se sentant dépendants de la société (78%), en perte de compétences (76%) malchanceux (74%), manquant de dynamisme (70%, -4 pts), isolés socialement (65%, -3 pts) ou encore profitant du système (61%, +4 pts). Des personnes finalement contraintes de vivre une situation davantage subie que choisie (78%). Spontanément, « être chômeur » aujourd'hui en France, c'est être « *une personne malheureuse qui subit un moment de vie difficile* » aux yeux de l'ensemble des Français.

Quelques semaines après la fin du confinement, la perception des allocations chômage en tant que droit utile et bouclier protecteur se consolide. Elles sont considérées comme un droit (88%) qui permet aux chômeurs de vivre dignement (87%) et de lutter contre la pauvreté (79%, +4 pts). Dans le même temps, **l'attachement à l'Assurance chômage se renforce également (65%), notamment parce qu'elle a été jugée à la hauteur pendant la crise (61%).**

Pour autant, le soupçon progresse à l'égard des demandeurs d'emploi quant à leur volonté de reprise d'activité : 38% (+5 pts) des Français considèrent que les demandeurs d'emploi sont des assistés, touchant des allocations trop élevées (36%, +4 pts), dont une partie d'entre eux fraudent (35%, +4 pts). Une majorité estime toujours qu'ils ne travaillent pas car ils ne font pas assez de concessions lors de leurs recherches d'emploi (56%) ou parce qu'ils ont peur de perdre leurs allocations (52%). Au total, 45% considèrent que la plupart des chômeurs ne cherchent pas vraiment à retrouver un emploi.

Ce soupçon est alimenté par la perception pour environ 4 Français sur 10 d'un système d'assurance chômage trop protecteur, n'encourageant pas le retour à l'emploi. La durée des droits est jugée trop longue pour 43%, et le montant des allocations trop élevé pour 37%. Des critiques qui s'appuient sur une connaissance toujours aussi erronée du système d'assurance chômage : à titre d'exemple, le montant moyen mensuel est surestimé par 36% des Français (+9 pts) et sous-estimé par 29% (-8 pts). **Cette idée d'un système qui serait « trop généreux » est toutefois fondée sur une connaissance partielle des allocations chômage.** Par exemple, à peine plus d'un tiers des Français estiment correctement le montant moyen mensuel des allocations chômage (35%), alors que 29% le sous-estiment et 36% le surestiment (-8 pts et +9 respectivement).

Ce soupçon, avéré dans l'opinion, est toujours ressenti par les demandeurs d'emploi. Ils font toujours l'expérience régulière de l'inquisition et du soupçon : 45% sont questionnés avec insistance sur leur recherche d'emploi et 45% ne sont pas crus lorsqu'ils affirment rechercher activement un emploi. En outre, 24% d'entre eux entendent régulièrement d'autrui qu'ils sont des « *assistés* », et 21% des « *paresseux* », 21% se sentent même « *méprisés* » au quotidien.

Ainsi, près de 4 sur 10 sont convaincus que les Français leur portent un regard critique. Cette proportion est cependant en net recul sur 4 mois, traduisant probablement le sentiment d'une bienveillance renforcée par la crise économique (39%, -12 pts), pourtant pondérée par les précédents enseignements mis en exergue ci-dessus.

Si les Français dressent le portrait d'un chômeur « victime », les demandeurs d'emploi se perçoivent au contraire comme des personnes persévérantes (87%), dynamiques (87%), courageuses (82%), et sociables (74%). Ils déclarent avoir fait en revanche l'expérience d'un quotidien plus difficile : en comparaison des actifs en emploi, les demandeurs d'emploi se sentent plus stressés (55% contre 41%), plus inquiets (55% contre 36%) et sont

au total plus malheureux (40%, contre 10%). 56% (-6 pts) ont le sentiment de ne pas avoir choisi la vie qu'ils mènent (contre 35% pour les actifs en emploi). Cet état d'esprit des demandeurs d'emploi est en partie nourri par la perception d'une société injuste (74%, -6 pts) où la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup de l'origine sociale des gens (53%, -5 pts).

Cette distorsion entre l'expérience vécue et l'image perçue est pour partie imputée au relai des médias, vecteurs d'une présentation incomplète de ce qui est vécu par les chômeurs : plus d'1 demandeur d'emploi sur 2 déclare que les médias ne parlent pas assez des chômeurs et 8 sur 10 ont le sentiment qu'ils ne décrivent pas la réalité de ce qu'ils vivent.

Comment se structurent les représentations du chômage et des chômeurs en France ?

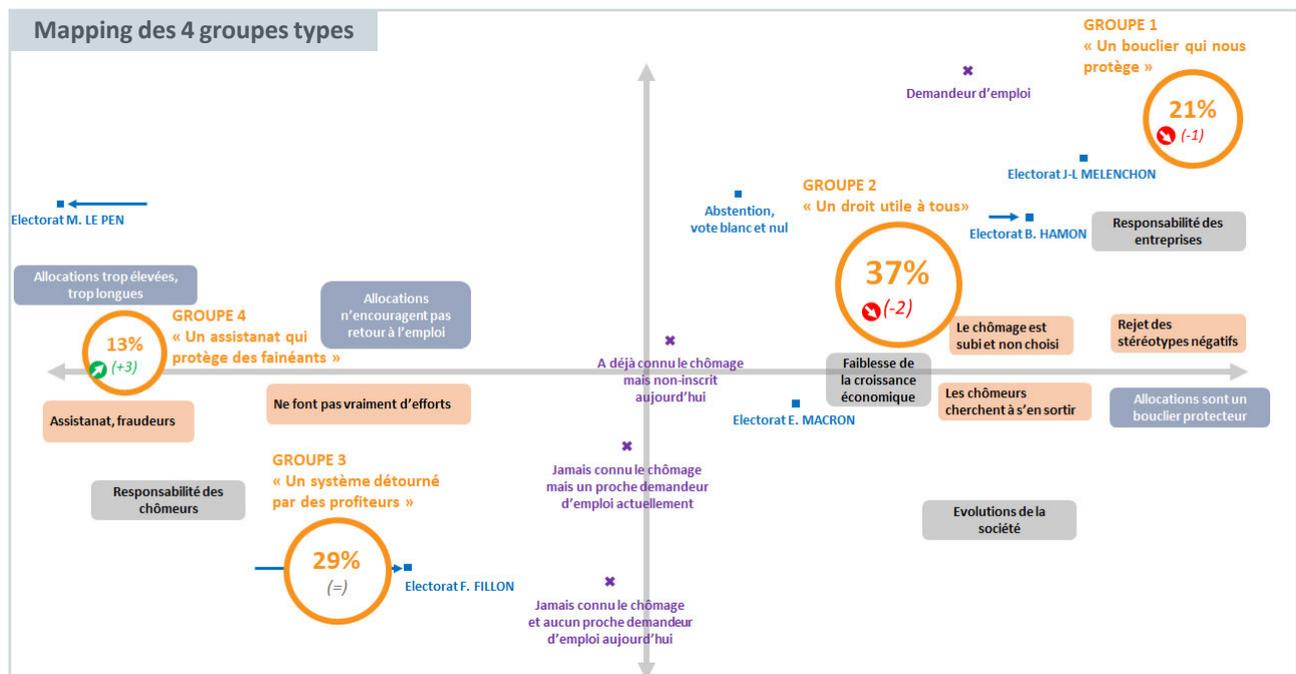
4 groupes de représentations

L'analyse statistique des données⁴ fait apparaître 2 variables discriminantes qui pèsent fortement sur la nature des représentations du chômage et des chômeurs : l'analyse des causes du chômage (« responsabilité » de la société et des entreprises vs. « responsabilité » des chômeurs eux-mêmes) et l'opinion sur les allocations chômage (bouclier protecteur et droit vs. trop longues et trop élevées qui n'encouragent pas le retour à l'emploi). À noter que la proximité avec l'activité partielle n'a qu'un faible impact sur la perception du chômage et des chômeurs (à titre

d'exemple, 71% des bénéficiaires de l'activité partielle estiment que le chômage est une situation subie et non choisie, c'est 75% des non-bénéficiaires, la différence n'étant pas significative).

4 groupes homogènes de perceptions ont été identifiés par cette analyse statistique.

⁴ Une classification ascendante hiérarchique, sur la base d'une analyse des correspondances multiples.



GROUPE 1 (21%, -1 pt)

« Un bouclier
qui nous
protège »

Ce groupe se caractérise par : une **forte proximité au chômage**, 85% (+4 pts) « touchés » dont 33% (+6 pts) des demandeurs d'emploi et 47% (-5 pts) d'anciens demandeurs d'emploi ; une **fragilité dans l'emploi** (37% des non-demandeurs d'emploi du groupe jugent probables d'être au chômage d'ici 2 ans et 59% des demandeurs d'emploi jugent peu probable de retrouver un CDI ou un contrat de plus de 6 mois dans les 3 mois) ; un **profil socio-économique fragile** (53%, -4 pts ont des difficultés financières).

Concernés, impliqués, exposés, de fragiles à précaires, ils sont attachés au système contributif et solidaire d'Assurance chômage.

Ils le perçoivent comme un bouclier salvateur face à l'ampleur du risque « chômage » provoqué par les transformations du monde, du travail, le manque de courage des entreprises et la dégradation du marché de l'emploi. Marquage politique de gauche ou abstentionnistes.

GROUPE 2 (37%, -2 pts)

« Un droit
utile à tous »

Les individus de ce groupe se caractérisent par une **proximité au chômage mais sans exposition immédiate et franche au risque, c'est une expérience passée** : 11% sont actuellement demandeurs d'emploi, 48% (-3 pts) sont d'anciens demandeurs d'emploi (il y a plus de 5 ans pour près de 80% d'entre eux et majoritairement sur une période < à 1 an), 13% (+3 pts) ont un proche actuellement au chômage (soit 72% « touchés de près ou de loin par le chômage »).

Ils expriment de la **compassion pour les chômeurs**, et font preuve d'une bienveillance qui tombe parfois dans le misérabilisme ou la victimisation.

Ils jugent l'**Assurance chômage utile pour protéger les plus fragiles exposés au risque** et la considèrent comme un droit.

Ils expriment cependant un doute latent sur la motivation des chômeurs à s'en sortir.

GROUPE 3 (29%, =)

« Un système
détourné par
les profiteurs »

Bien qu'1 Français 2 présent dans ce groupe ait connu le chômage (expérience lointaine et courte en majorité), la plupart le **tient aujourd'hui à distance** et exprime le sentiment d'en être **protégé ou d'y être peu exposé**. Ils ont confiance en leur capacité à s'adapter aux évolutions de leur métier. Ils bénéficient d'un **capital économique plus solide** que la moyenne des Français.

Ils perçoivent les demandeurs d'emploi comme des « **profiteurs** » et **critiquent leur manque de volontarisme**.

L'**Assurance chômage est perçue comme un système qui n'encourage pas vraiment à sortir du chômage** mais ils la jugent néanmoins utile pour garantir une vie digne aux plus précaires.

GROUPE 4 (13%, +3 pts)

« Un assistantat
qui protège
des fainéants »

Les anciens demandeurs d'emploi présents dans ce groupe expriment le sentiment de ne pas avoir « subi » leur période de chômage (brève pour une majorité), et partagent avec les non-demandeurs d'emploi **une confiance résolue pour y faire face ou l'éviter**. Il s'agit en majorité de Français bien installés dans la vie (sans difficultés de fins de mois, couples avec enfants, en CDI, vivant dans une maison individuelle).

Ils **considèrent les allocations chômage comme de l'assistantat et perçoivent les chômeurs comme seuls responsables de leur situation, convaincus que la plupart sont des profiteurs, voire des fraudeurs**. Pour ce groupe, les chômeurs sont des personnes qui ne veulent pas travailler et non des individus qui ne trouvent pas de travail.

Méthodologie de l'étude

CIBLES	GRAND PUBLIC Volet 1 - 3 011 interviews Volet 2 – 3003 interviews	DEMANDEURS D'EMPLOI Volet 1 - 1503 interviews Volet 2 – 1520 interviews
SOURCE	PANEL	FICHER NATIONAL DES ALLOCATAIRES
REPRESENTATIVITE	<ul style="list-style-type: none"> Échantillon représentatif des résidents de France Métropolitaine âgés de 15 ans et + Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération, région de résidence, et chômeur/non-chômeur, + niveau de diplôme en suivi (<i>données Insee issues du recensement de la population 2017</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Échantillon représentatif des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories A à E) en France Métropolitaine et Outre-Mer (hors Mayotte) à date du 30 avril 2020 Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, niveau de diplôme, région de résidence, catégorie d'agglomération, statut d'indemnisation, catégorie Pôle emploi, ancienneté d'inscription, motif d'inscription à Pôle emploi (<i>données issues du FNA, demandeurs d'emploi inscrits hors Mayotte et hors A8 A10</i>)
DATES DE TERRAIN	Volet 1 : Interrogation par Internet du 24 février au 9 mars 2020 Volet 2 : Interrogation par Internet du 17 juin au 6 juillet 2020	
DURÉE	Durée médiane de 19 minutes	
	15 minutes	27 minutes
EVOLUTIONS	Les évolutions significatives par rapport à la 1^{ère} vague du baromètre sont indiquées. Lorsqu'aucune évolution n'est signalée, c'est que les résultats sont stables ou l'évolution trop faible pour être statistiquement significative.	



BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE - 2^{ÈME} VOLET

Septembre 2020

Directeur de publication : Christophe Valentie

Unédic

4, rue Traversière – 75012 Paris
Tél. : 01 44 87 64 00

www.unedic.fr – [@unedic](https://twitter.com/unedic) – LinkedIn 